

La nouvelle CEI et le pari d'une élection présidentielle juste et apaisée en Côte d'Ivoire

Dépêche No. 373 d'Afrobarometer | Joseph Koné et Kaphalo Ségorbah Silwé

Résumé

L'élection présidentielle approche en Côte d'Ivoire au moment où plusieurs leaders politiques ont des démêlés avec la justice. Avec certains leaders de l'opposition en exil ou emprisonnés, on risque fort de voir le microcosme politique continuer de se radicaliser dans les semaines et mois à venir. La libération de l'ex-Président Laurent Gbagbo et de son collaborateur Charles Blé Goudé, président du Congrès Panafricain des Jeunes Patriotes, suggèrent un renouveau dans la compétition politique.

Autres faits majeurs, la démission du vice-président de la République (RFI, 2020) et la disparition tragique du premier ministre, chef du gouvernement, et candidat du parti au pouvoir rebattent les cartes de la présidentielle (France24, 2020). Le pays est en deuil.

Comme nous le rappel VOA Afrique (2019), « La crédibilité de la (Commission Électorale Indépendante) est jugée cruciale en vue de la présidentielle de 2020 qui s'annonce tendue, 10 ans après la crise post-électorale ivoirienne. Celle-ci avait fait plus de 3.000 morts. ... »

En effet, une partie de la classe politique exprime un manque de confiance envers l'institution organisatrice des élections, ce qui n'augure pas d'une élection présidentielle inclusive. Dans ce contexte, l'on se pose la question de savoir si l'atmosphère est propice à une élection équitable et apaisée en octobre 2020.

La présente analyse des données des enquêtes d'Afrobarometer suggère une confiance mitigée envers la CEI. Le spectre de la violence politique et des cas de fraude électorale de 2018 planent. La couverture médiatique équitable des candidats lors de la campagne est jugée insuffisante, et les citoyens réitèrent leur attachement à la limite de deux mandats présidentiels.

L'enquête Afrobarometer

Afrobarometer est un réseau panafricain et non-partisan de recherche par sondage qui produit des données fiables sur les expériences et appréciations des Africains relatives à la démocratie, à la gouvernance, et à la qualité de vie. Sept rounds d'enquêtes ont été réalisés dans un maximum de 38 pays entre 1999 et 2018. Les enquêtes du Round 8 en 2019/2020 sont prévues pour au moins 35 pays. Afrobarometer réalise des entretiens face-à-face dans la langue du répondant avec des échantillons représentatifs à l'échelle nationale.

L'équipe d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire, conduite par le Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI), s'est entretenue avec 1.200 adultes ivoiriens en novembre 2019. Un échantillon de cette taille produit des résultats nationaux avec des marges d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment réalisées en Côte d'Ivoire en 2013, 2014, et 2017.

Résultats clés

- Six Ivoiriens sur 10 n'ont « pas du tout confiance » ou ont « juste un peu confiance » envers la CEI (61%), quatre sur 10 (40%) affirment que la composition actuelle de la CEI n'est pas consensuelle.
- La confiance envers la CEI est plus fortement corrélée avec la perception de la composition de la CEI actuelle qu'avec la perception de fraude électorale en 2018.
- Presque la moitié (46%) des Ivoiriens pensent que lors des élections de 2018, les votes n'ont pas été comptés correctement, et trois sur 10 (30%) considèrent que « quelques fois » ou « souvent » les électeurs ont voté plus d'une fois.
- Deux répondants sur 10 (19%) disent qu'ils ont reçu, lors des élections de 2018, « quelque chose », comme des vivres ou un cadeau ou de l'argent, en échange de leur vote.
- Plus de huit Ivoiriens sur 10 (83%) estiment que la compétition entre partis politiques conduit « souvent » ou « toujours » à des conflits violents.
- Pour six Ivoiriens sur 10 (58%), les médias n'ont « jamais » ou ont juste « quelques fois » équitablement couvert tous les candidats lors de la dernière campagne électorale.
- Plus des trois quarts (78%) des Ivoiriens disent que la Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats.
- Majoritairement, les citoyens sont favorables à un âge minimum (81%) et un âge maximum (77%) pour les candidats à l'élection présidentielle.
- Les Ivoiriens sont quatre sur 10 (40%) à penser que l'élection présidentielle prochaine ne sera « pas très pacifique » ou « pas du tout pacifique ».

Perceptions de la Commission Électorale Indépendante (CEI)

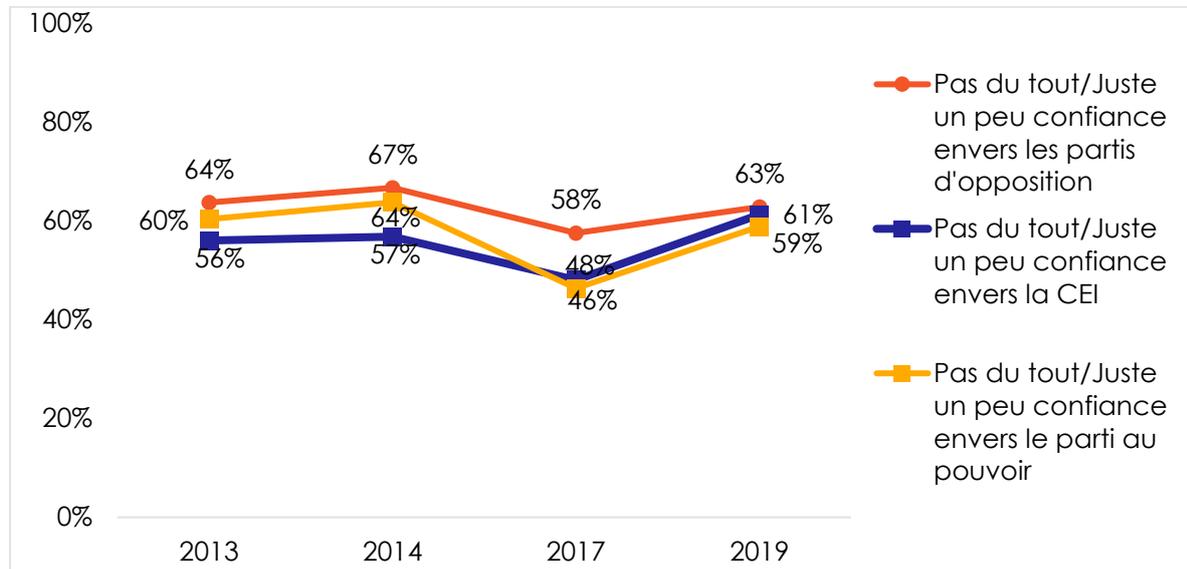
Depuis la première enquête d'Afrobarometer en Côte d'Ivoire en 2013, les Ivoiriens affichent globalement un manque de confiance envers leur Commission Électorale Indépendante (CEI) mais aussi envers le parti au pouvoir et les partis d'opposition. En effet, ceux qui n'ont « pas du tout » confiance ou qui ont « juste un peu » confiance envers la CEI représentent six répondants sur 10 (61%) en 2019, contre 56% en 2013 et 48% en 2017 (Figure 1).

A peu près la même proportion de répondants expriment « pas du tout » ou « juste un peu » confiance envers le parti au pouvoir, le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) (59%) ainsi que les partis d'opposition (63%). Les trois courbes ont des allures proches sur la période de 2013 à 2019. De 2017 à 2019, le manque de confiance envers la CEI et envers le parti au pouvoir semblent même se confondre.

La composition d'une nouvelle CEI était un préalable à la tenue de l'élection présidentielle de 2020. En effet, la Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP, 2016) dans son arrêt du 18 novembre 2016 trouvait que l'État ivoirien « a violé son obligation de créer un organe électoral indépendant et impartial » et ordonnait de le rectifier. La nouvelle CEI recomposée a été dénoncée par les partis de l'opposition (Jeune Afrique, 2019; VOA Afrique, 2019; KOACI, 2019) mais jugée conforme par le gouvernement (7info.ci, 2019). Finalement, le 15 juillet 2020, la CADHP ordonne à la République de Côte d'Ivoire, avant quelque élection que ce soit, de modifier sa loi portant recomposition de la CEI pour la rendre conforme – un coup à la légitimité de la commission (Agence Ecofin, 2020).

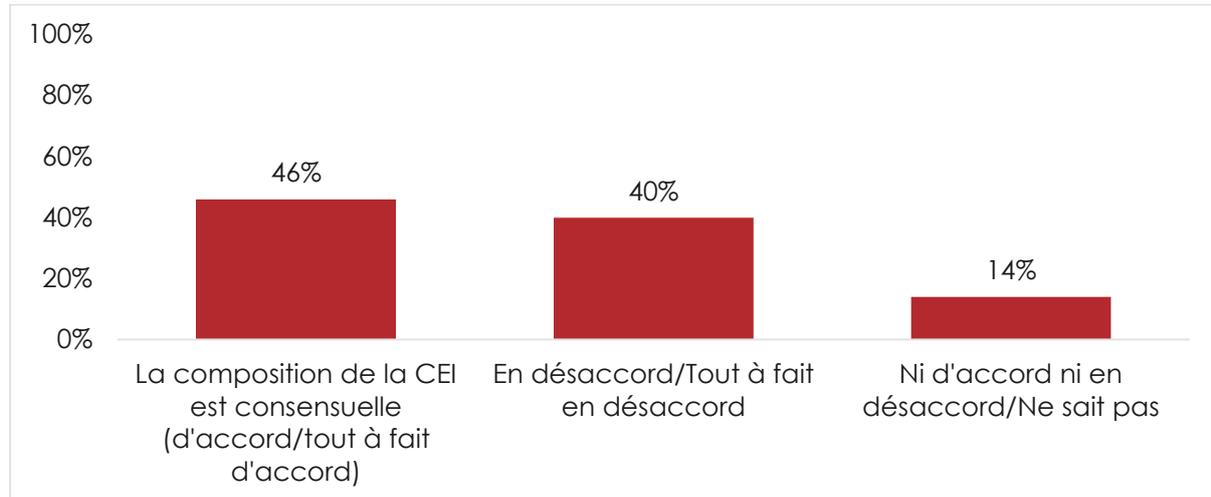
En fin 2019, presque quatre citoyens sur 10 (36%) n'avaient toujours « pas du tout confiance » envers la CEI, en plus des 25% qui avaient « juste un peu confiance ». Cette proportion de quatre citoyens sur 10 correspond également aux 40% d'Ivoiriens qui pensent que la composition actuelle de la CEI n'est pas consensuelle (Figure 2).

Figure 1: Manque de confiance envers la CEI et les partis politiques | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Questions posées aux répondants: À quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Les partis de l'opposition? Le parti au pouvoir? La Commission Électorale Indépendante (CEI)? (% de ceux qui répondent « pas du tout confiance » ou « juste un peu confiance »)

Figure 2: Opinions sur l'aspect consensuel de la CEI | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: La composition actuelle de la Commission Électorale Indépendante est consensuelle?

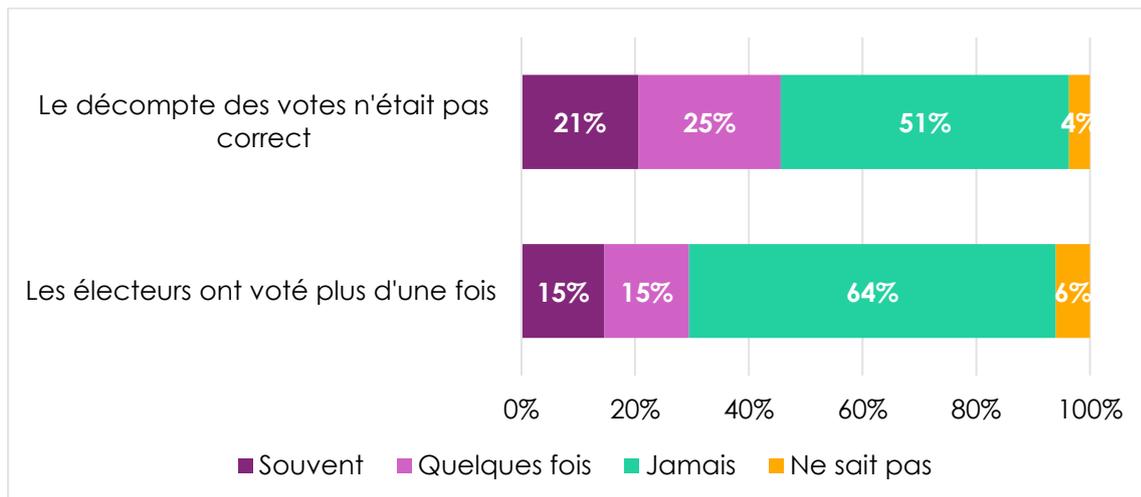
Fraude et corruption électorales

En cette année électorale, le spectre de fraude électorale est redouté par les citoyens, qui se rappellent des élections de 2018. Après la proclamation de résultats provisoires de ce scrutin, des contestations et des violences ont éclaté au milieu des accusations de fraude et d'incompétence de la CEI (Jeune Afrique, 2018).

En effet, pour presque la moitié (46%) des Ivoiriens, les votes n'ont pas été comptés correctement lors des élections de 2018. Pour ces mêmes élections, ils sont trois sur 10 (30%) à considérer que « quelques fois » ou « souvent » les électeurs ont voté plus d'une fois (Figure 3).

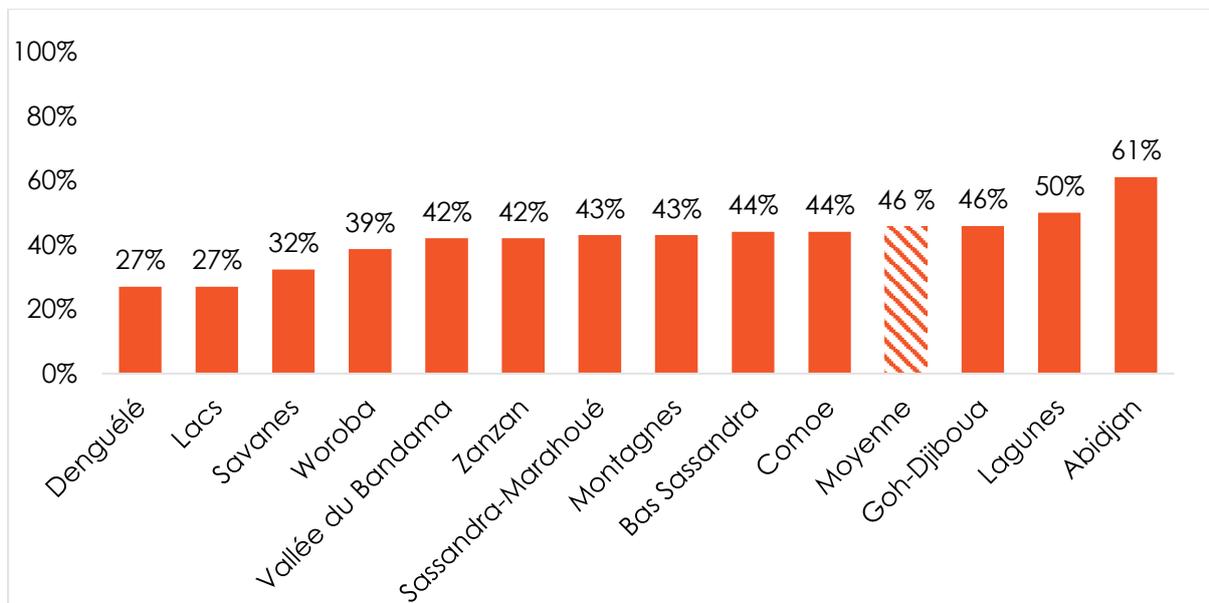
Ces perceptions de fraude sont particulièrement fréquentes dans le district d'Abidjan et du Gôh-Djiboua, où respectivement 61% et 46% des répondants considèrent que le décompte des votes était incorrect (Figure 4) et respectivement 41% et 37% pensent que certains électeurs ont voté plus d'une fois (Figure 5). Par contre, relativement peu de répondants expriment ces sentiments dans les districts des Savanes, des Lacs, et du Denguélé.

Figure 3: Opinions sur la fraude électorale lors des élections de 2018 | Côte d'Ivoire | 2019



Questions posées aux répondants: Lors des dernières élections nationales de 2018, à quel point chacun des événements suivants est-il survenu: Le décompte des votes des électeurs n'était pas correct ou ne reflétait pas fidèlement les résultats? Des électeurs ont voté plus d'une fois?

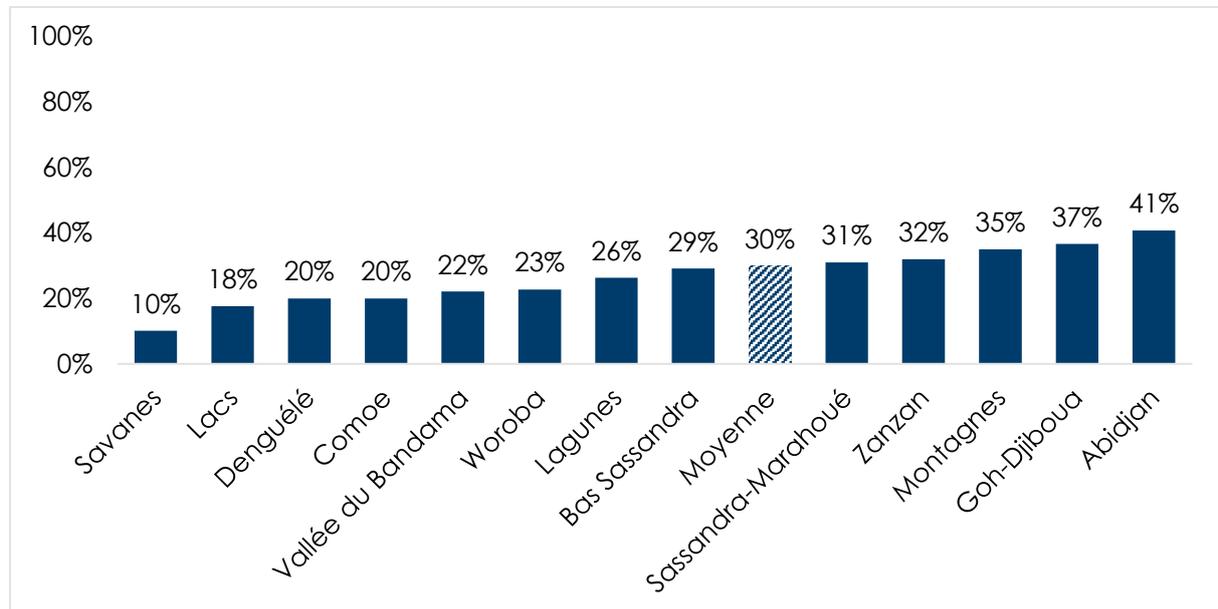
Figure 4: Décompte des votes considérés incorrects lors des élections de 2018 | par district | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Lors des dernières élections nationales de 2018, à quel point chacun des événements suivants est-il survenu: Le décompte des votes des électeurs n'était pas correct ou ne reflétait pas fidèlement les résultats? (% qui répondent « quelques fois » ou « souvent »)

NB: Conformément à leur proportion de la population totale de la Côte d'Ivoire, les échantillons de petites dimensions dans les districts faiblement peuplés produisent des résultats dont les marges d'erreur sont importantes.

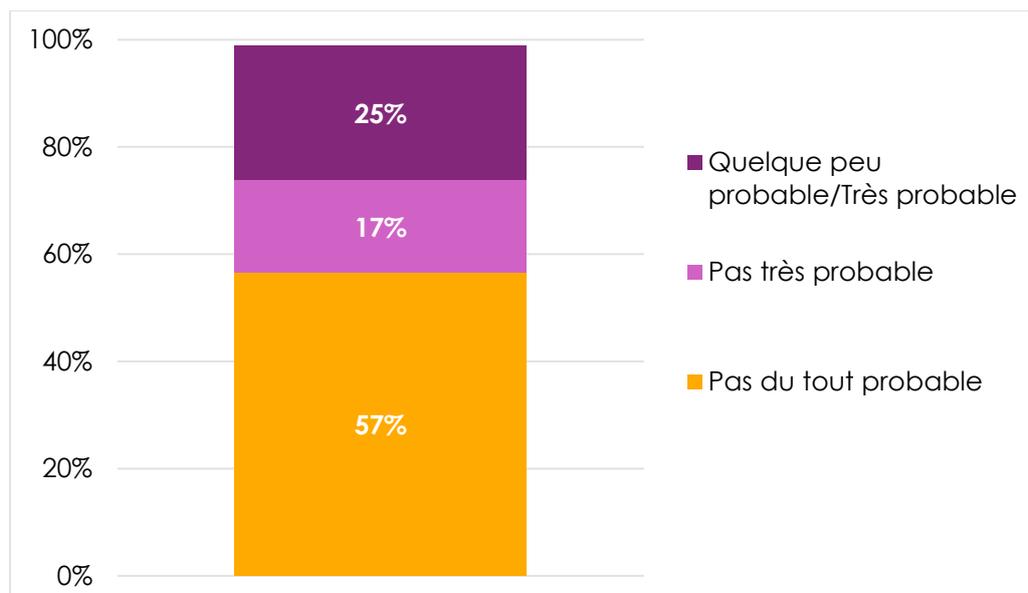
Figure 5: Voté plus d'une fois lors des élections de 2018 | par district | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Lors des dernières élections nationales de 2018, à quel point chacun des évènements suivants est-il survenu: Des électeurs ont voté plus d'une fois? (% de ceux qui répondent « quelques fois » ou « souvent »)

Une minorité d'Ivoiriens redoutent la confidentialité de leur vote, mais leur proportion n'est cependant pas négligeable. Ils sont 25% à estimer « quelque peu probable » ou « très probable » que les personnes puissantes puissent être au courant de leur vote, même si l'élection est censée être confidentielle (Figure 6).

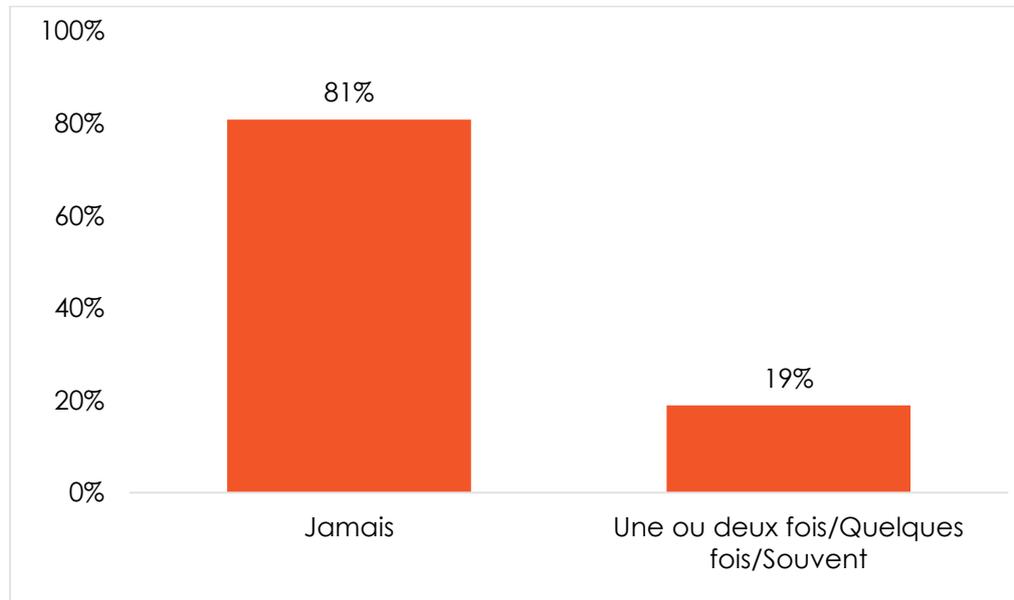
Figure 6: Probabilité de connaître le vote du citoyen lambda | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Quelle est la probabilité, selon vous, que des personnes puissantes puissent être au courant de votre vote, même si le scrutin est censé être confidentiel dans ce pays?

La corruption électorale peut également se manifester par des achats de votes contre de l'argent, les cadeaux, les banquets, ou les promesses. Deux Ivoiriens sur 10 (19%) affirment que lors des élections de 2018, ils ont reçu d'un candidat ou d'un membre d'un parti politique quelque chose comme des vivres ou un cadeau ou de l'argent, en échange de leur vote (Figure 7).

Figure 7: Expérience de corruption électorale | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Lors des dernières élections nationales de 2018, combien de fois, le cas échéant, est-ce qu'un candidat ou un membre d'un parti politique vous a offert quelque chose, comme des vivres ou un cadeau ou de l'argent, en échange de votre vote?

Déterminant du manque de confiance – fraude électorale ou composition de la CEI?

Les résultats ci-dessus nous amènent à nous poser la question si le souvenir des cas de fraude électorale en 2018 peut être l'une des causes du manque de confiance des citoyens envers la nouvelle CEI en 2019. En effet, si le citoyen lambda considère que la CEI n'est pas indépendante et en est convaincu jusqu'à aujourd'hui, il pourrait envisager des cas de fraude électorale pendant le vote et/ou au moment du décompte des votes.

Mais la fraude lors des élections de 2018 n'est pas la seule variable qui pourrait expliquer le manque de confiance envers la CEI en 2019. Par exemple, on peut supposer que s'il y a consensus sur la composition de la nouvelle CEI, cela va améliorer la confiance envers la commission.

Un double test de corrélation nous permet d'examiner la force des corrélations entre ces deux variables et la confiance envers la CEI en 2019. Comme mesure de la perception de fraude électorale, nous utilisons un indice composé à partir des questions sur la fidélité du décompte des votes et la possibilité que des électeurs ont voté plus d'une fois en 2018, sur une échelle allant de 0 (signifiant absence de cas de fraude) à 2 (signifiant présence « souvent » de cas de fraude). L'indice de fraude électorale ainsi constitué révèle une fiabilité satisfaisante (alpha de Cronbach = 0,66).

Comme montre le Tableau 1, les résultats de l'analyse nous permettent de dire que la confiance envers la CEI est plus fortement corrélée avec la perception de la composition de la CEI (corrélation de Pearson=0,408) qu'avec la perception de fraude électorale en 2018 (corrélation de Pearson=-0,264).

Tableau 1: Fraude électorale, perception d'une CEI consensuelle, et confiance envers la CEI | Côte d'Ivoire | 2019

Corrélation de Pearson			
	Confiance envers la CEI	Composition de la CEI est consensuelle	Indice de fraude électorale en 2018
Confiance envers la CEI	1		
Composition de la CEI est consensuelle	,408	1	
Indice de fraude électorale en 2018	-,263	-,193	1

Note: Les trois tests sont statistiquement significatifs à $p=.000$.

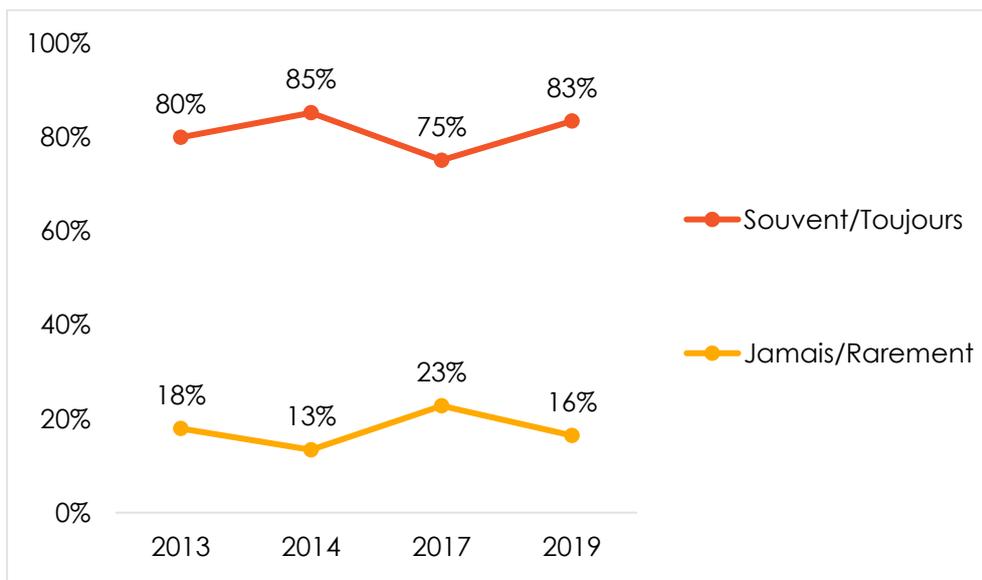
Violence électorale et intimidation

Lors des élections de 2018, le scrutin a été repris dans les régions du Guémon et du Lôh-Djiboua, ainsi que dans six communes (Port-Bouët, Grand-Bassam, Bingerville, Lakota, Bouko, et Rubino) en raison d'irrégularités, y compris des violences (Gouvernement de Côte d'Ivoire, 2018). Par exemple, en raison des saccages de bureaux de vote à Grand-Bassam, seuls 89 bureaux de vote sur 104 ont pu être comptabilisés (RFI, 2018).

Plus de huit Ivoiriens sur 10 (83%) estiment que la compétition entre partis politiques conduit « souvent » ou « toujours » à des conflits violents, une perception qui est relativement stable depuis 2013 (Figure 8).

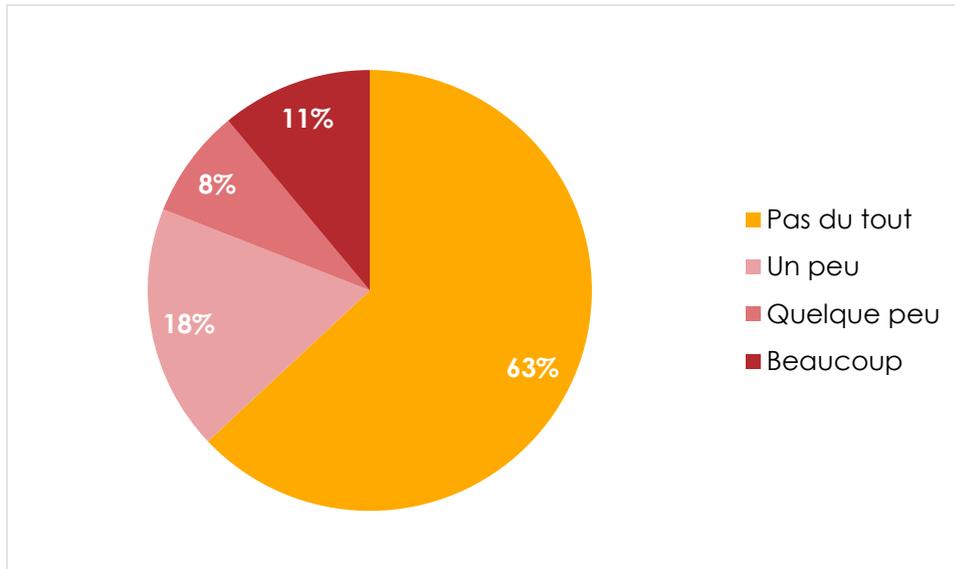
Par contre, en ce qui concerne la violence et l'intimidation lors de campagne électorale, deux citoyens sur 10 (19%) affirment en avoir eu peur « quelque peu » ou « beaucoup » lors de la dernière campagne (Figure 9).

Figure 8: Fréquence de conflits violents lors des compétitions politiques | Côte d'Ivoire | 2013-2019



Question posée aux répondants: Selon vous, à quelle fréquence, dans ce pays, est-ce que la compétition entre partis politiques conduit-elle à des conflits violents?

Figure 9: Peur d'intimidation politique ou de violence lors de la campagne électorale de 2018 | Côte d'Ivoire | 2019

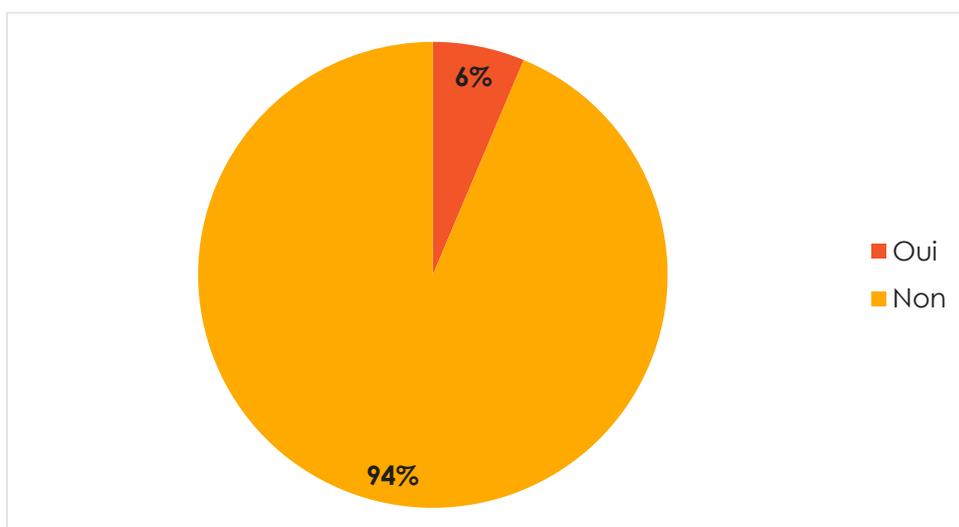


Question posée aux répondants: Au cours de la dernière campagne électorale nationale de 2018, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation politique ou de violence?

En 2018, 6% des citoyens ont été témoins de forces de sécurité ou d'un parti politique tentant d'intimider des électeurs (Figure 10).

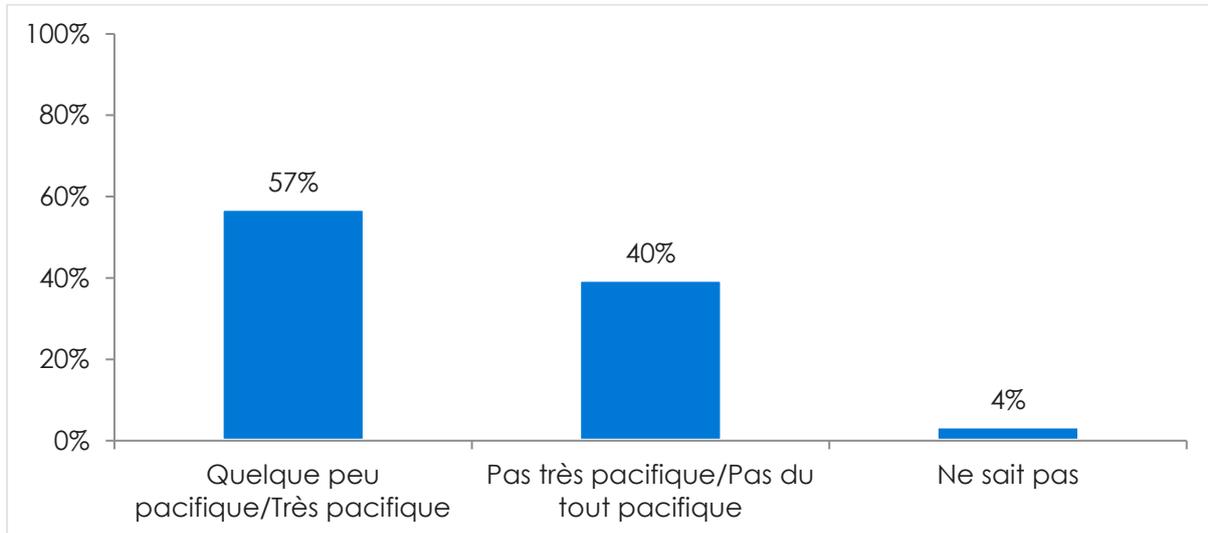
Pour bon nombre de citoyens, le spectre des violences post-électorales de 2011 plane encore. Alors que la communauté nationale et internationale espère une élection présidentielle apaisée, les Ivoiriens sont quatre sur 10 (40%) à penser que l'élection présidentielle prochaine ne sera « pas très pacifique » ou « pas du tout pacifique » (Figure 11).

Figure 10: Cas d'intimidation des électeurs par les forces de sécurité ou un parti politique lors des élections de 2018 | Côte d'Ivoire | 2019



Questions posées aux répondants: Lors des dernières élections nationales de 2018, avez-vous été témoin des scènes suivantes: Quelqu'un des forces de sécurité ou d'un parti politique tentant d'intimider des électeurs?

Figure 11: Appréciation du caractère pacifique de l'élection présidentielle de 2020
 | Côte d'Ivoire | 2019



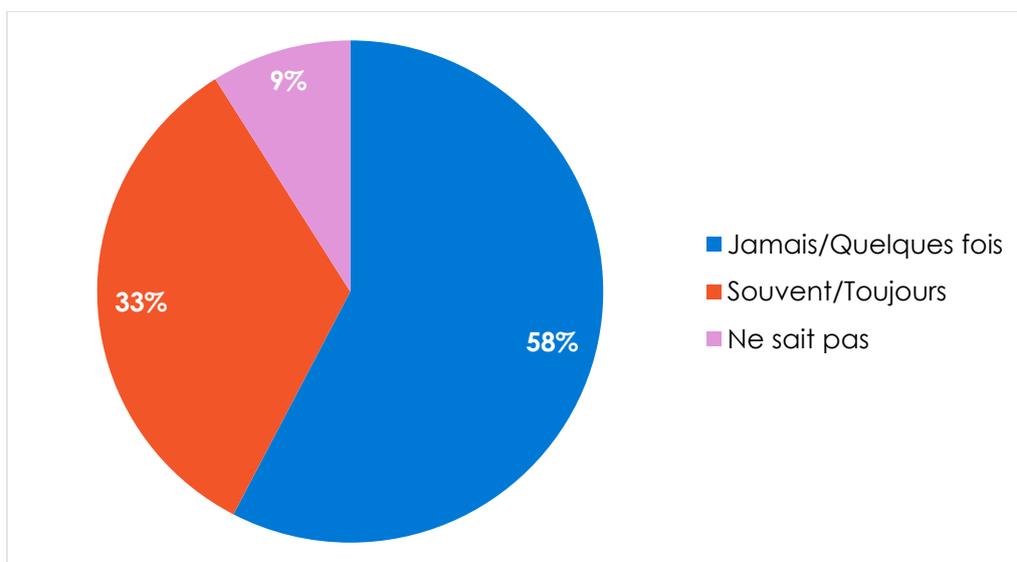
Question posée aux répondants: Selon vous, à quel point l'élection présidentielle prochaine en 2020 en Côte d'Ivoire serait-elle pacifique?

Couverture médiatique des candidats

Pour la qualité des élections, la couverture médiatique des candidats à l'élection présidentielle revêt un caractère particulièrement important. Une couverture équitable permet aux candidats de se faire connaître et à la population électorale de connaître leurs programmes de société durant les cinq prochaines années.

Cependant, pour six Ivoiriens sur 10 (58%), les médias n'ont « jamais » ou ont juste « quelque fois » équitablement couvert tous les candidats lors de la dernière campagne électorale (Figure 12).

Figure 12: Couverture médiatique des candidats lors de la campagne électorale de 2018
 | Côte d'Ivoire | 2019



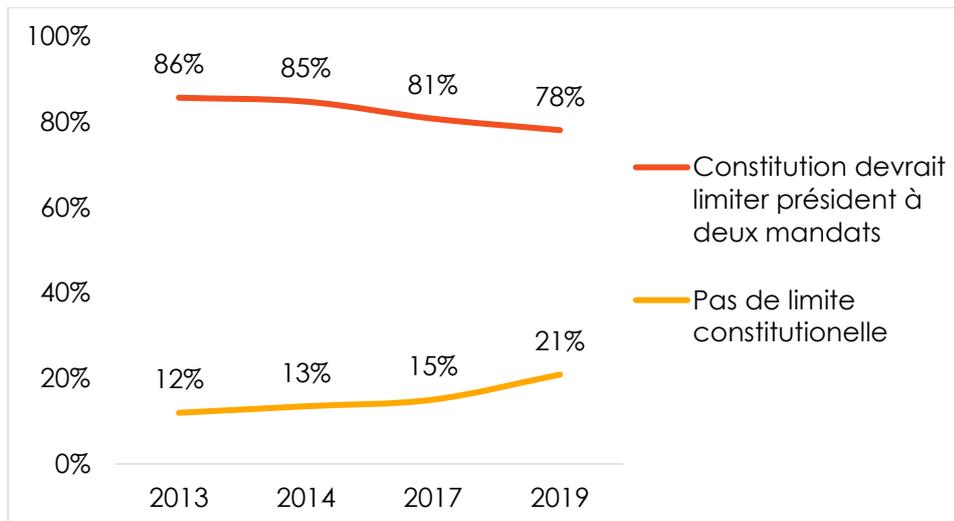
Question posée aux répondants: Au cours de la dernière campagne électorale nationale de 2018, à quel point les médias ont-ils équitablement couvert tous les candidats?

Candidature à l'élection présidentielle et Constitution

Les Ivoiriens restent profondément attachés à la limitation des mandats présidentiels. Plus des trois quarts (78%) des répondants considèrent que la Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats (Figure 13).

De plus, la majorité (58%) des citoyens sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec l'idée que la Constitution devrait être révisée pour que les présidents Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo, et Henri Konan Bédié ne se présentent pas à l'élection présidentielle de 2020 (Figure 14). Ouattara, le président actuel, a d'ores et déjà assuré qu'il ne va pas briguer un troisième mandat (KOACI, 2020).

Figure 13: Mandats présidentiels limités à deux | Côte d'Ivoire | 2013-2019



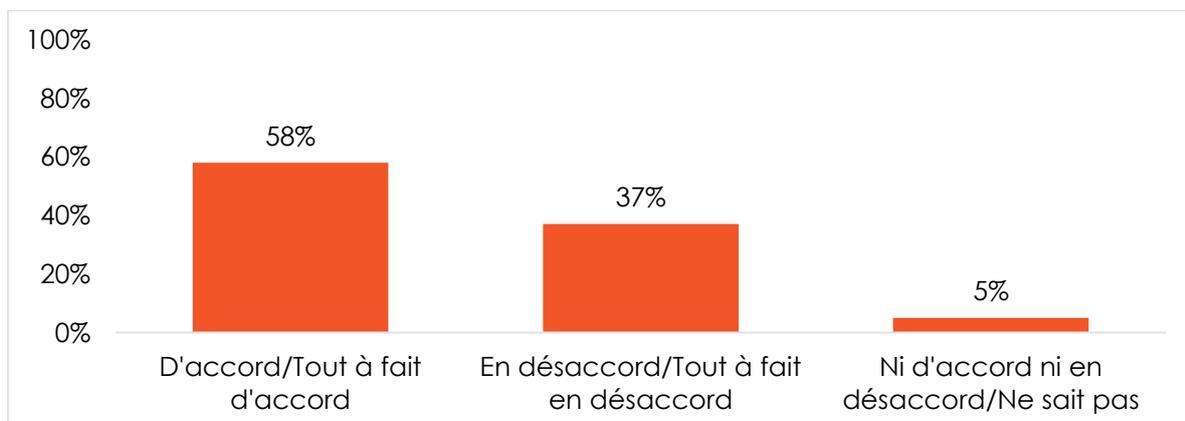
Question posée aux répondants: Laquelle des affirmations suivantes est la plus proche de votre opinion?

Affirmation 1: La Constitution devrait limiter l'exercice de la fonction présidentielle à un maximum de deux mandats.

Affirmation 2: Il ne devrait pas y avoir de limite constitutionnelle au nombre de mandats présidentiels.

(% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » avec chaque affirmation)

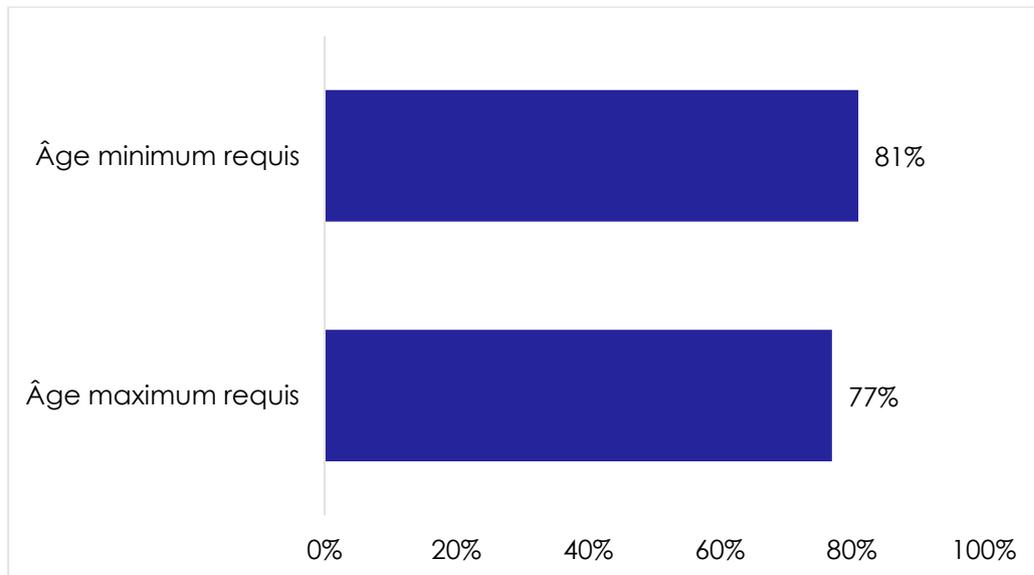
Figure 14: Opinions sur la candidature des présidents Alassane Ouattara, Henri Konan Bédié, et Laurent Gbagbo à l'élection présidentielle de 2020 | Côte d'Ivoire | 2019



Question posée aux répondants: Êtes-vous d'accord ou en désaccord avec l'affirmation suivante: La Constitution devrait être révisée pour que les présidents Alassane Ouattara, Laurent Gbagbo, et Henri Konan Bédié ne se présentent pas aux élections présidentielles de 2020?

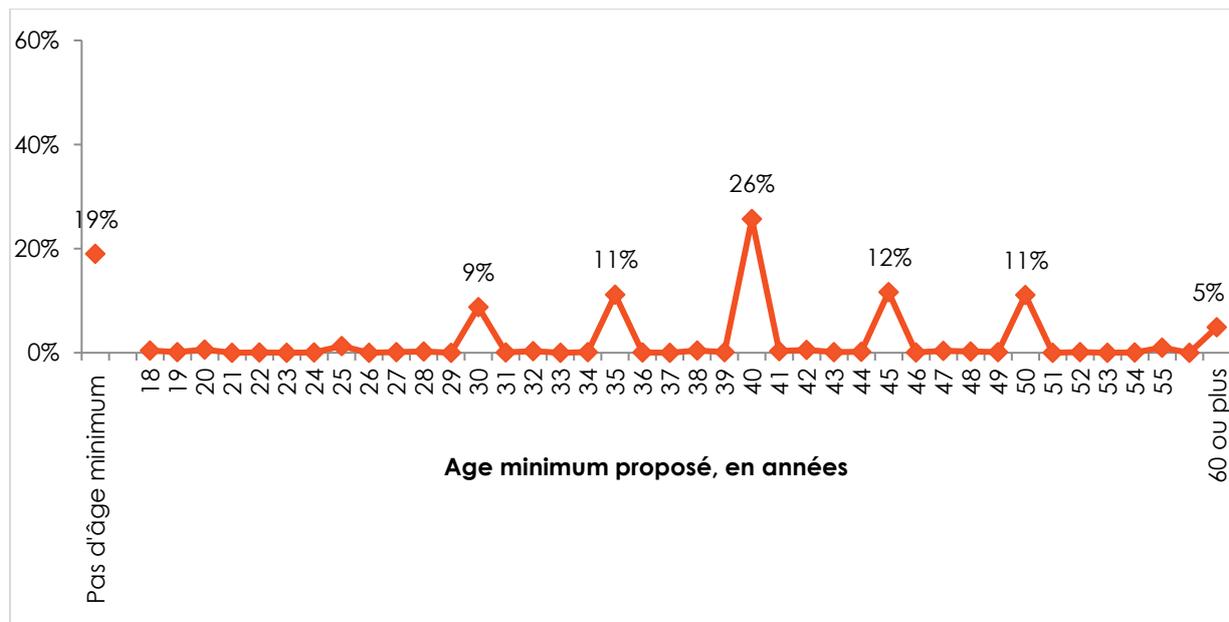
Les Ivoiriens sont favorables à l'instauration d'âges limites pour les candidats à l'élection présidentielle. Ainsi, 81% sont favorables à un âge minimum et 77% pour un âge maximum (Figure 15). L'âge minimum proposé le plus souvent est 40 ans (par 26% des citoyens), avec un répondant sur 10 environ qui soutiennent un âge minimum de 30, 35, 45, ou 50 ans (Figure 16). Ils sont environ un répondant sur six à proposer 70 ans (17%) et 80 ans (16%) comme l'âge maximum (Figure 17).

Figure 15: Âges minimum et maximum pour les candidats à l'élection présidentielle?
 | Côte d'Ivoire | 2019



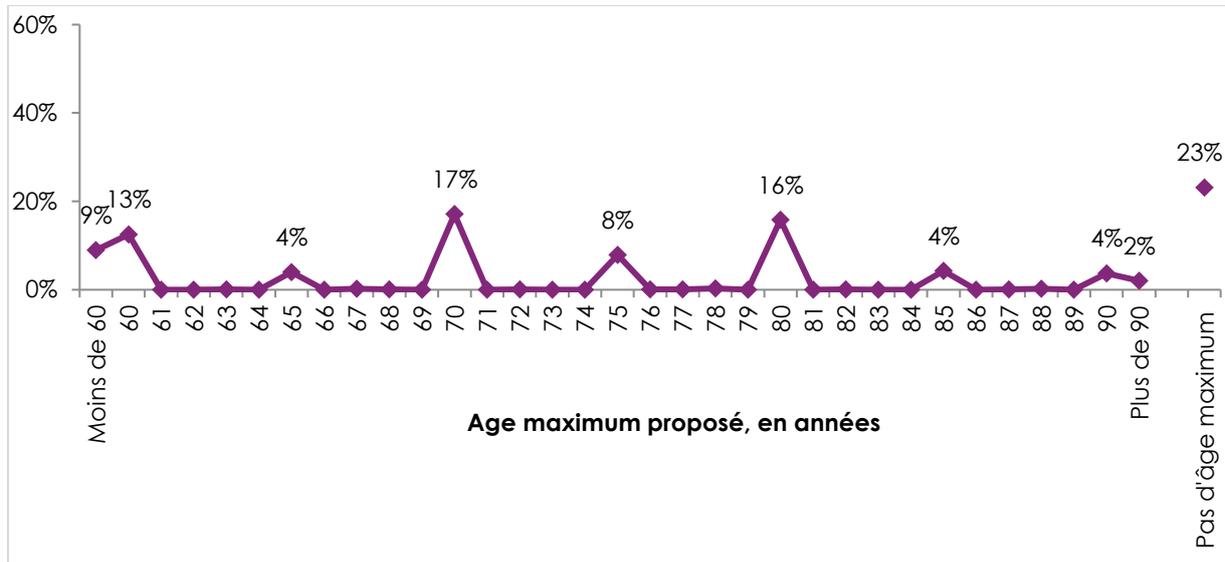
Questions posées aux répondants: Pensez-vous qu'il devrait y avoir: Un âge minimum pour les candidats à la présidence? Un âge maximum pour les candidats à la présidence? (% « oui »)

Figure 16: Age minimum proposé | Côte d'Ivoire | 2019



Questions posées aux répondants: Pensez-vous qu'il devrait y avoir un âge minimum pour les candidats à la présidence? [Si « oui »:] Quel devrait être l'âge minimum?

Figure 17: Âge maximum proposé | Côte d'Ivoire | 2019



Questions posées aux répondants: Pensez-vous qu'il devrait y avoir un âge maximum pour les candidats à la présidence? [Si « oui »:] Quel devrait être l'âge maximum?

Conclusion

Même dans un contexte dominé par la COVID-19, l'élection présidentielle d'octobre 2020 est omniprésente dans les débats de la classe politique mais aussi des citoyens. La question de la confiance envers la Commission Électorale Indépendante est centrale et présente un critère de poids pour des élections que nous souhaitons justes et apaisées.

Moins de la moitié des citoyens estiment que la composition de la nouvelle CEI est consensuelle, or l'analyse nous indique un lien étroit entre ce consensus et la confiance dans cette institution.

Ces données suggèrent également de porter une attention particulière à la qualité du processus électoral pour un scrutin sans violence ni fraude, mais aussi pour une couverture médiatique équitable des parties en lice. Les limitations d'âge que propose l'électorat peuvent servir également de boussole pour les choix des candidats à l'élection présidentielle.

Enfin, il est à relever que les citoyens restent profondément attachés à la limitation des mandats présidentiels à deux et semblent souhaiter un renouvellement des leaders de la classe politique qui compétiront lors de cette élection.

Pour sonder vous-même ces données, veuillez visiter
 notre outil d'analyse en ligne au
www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Références

- 7Info. (2019). CEI, le RHDP invite ses adversaires au respect de la décision de l'Union Africaine. 12 décembre.
- Agence Ecofin. (2020). Côte d'Ivoire: Une décision de la cour africaine des droits de l'homme fait craindre un report de la présidentielle. 15 juillet.
- Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP). (2016). Arrêt du 18 novembre 2016.
- Cour Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP). (2017). Arrêt du 28 septembre 2017 relatif à la demande d'interprétation de l'arrêt du 18 novembre 2016.
- France24. (2020). La mort d'Amadou Gon Coulibaly rebat les cartes de la présidentielle en Côte d'Ivoire. 9 juillet.
- Gouvernement de Côte d'Ivoire. (2018). Taux de participation aux élections locales 2018: 46,36% pour les régionales et 36,20% pour les communales selon la CEI.
- Jeune Afrique. (2018). Côte d'Ivoire: Violences et contestations après la proclamation des résultats provisoires. 16 octobre.
- Jeune Afrique. (2019). Côte d'Ivoire: Une nouvelle CEI recomposée mais toujours pas consensuelle. 4 juillet.
- KOACI. (2019). Côte d'Ivoire: Nouvelle composition de la CEI, déclaration des partis politiques de la plateforme CDRP.
- KOACI. (2020). Côte d'Ivoire: Alassane Ouattara renonce à la présidentielle de 2020, il annonce qu'il ne se présentera pas. 5 mars.
- Radio France Internationale (RFI). (2018). Elections partielles en Côte d'Ivoire: Contestation des résultats à Grand-Bassam. 18 décembre.
- Radio France Internationale (RFI). (2020). Côte d'Ivoire: Démission du vice-président Daniel Kablan Duncan. 13 juillet.
- VOA Afrique. (2019). L'opposition ivoirienne rejette la nouvelle commission électorale. 4 juillet.

Joseph Koné est chargé des finances et associé de recherche au Centre de Recherche et de Formation sur le Développement Intégré (CREFDI) à Abidjan. Email: spiderone0@gmail.com.

Kaphalo Ségorbah Silwé est directeur exécutif du CREFDI à Abidjan. Email: segorbah7@gmail.com.

Afrobarometer, une organisation à but non-lucratif dont le siège se trouve au Ghana, dirige un réseau panafricain et indépendant de recherche. La coordination régionale de plus de 35 partenaires nationales est assurée par le Ghana Center for Democratic Development (CDD-Ghana), l'Institute for Justice and Reconciliation (IJR) en Afrique du Sud, et l'Institute for Development Studies (IDS) (University of Nairobi au Kenya). Michigan State University (MSU) et University of Cape Town (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 8ème round d'Afrobarometer bénéficie du soutien financier de la Suède à travers l'Agence Suédoise de Coopération pour le Développement International, de la Fondation Mo Ibrahim, de Open Society Foundations, de la Fondation William et Flora Hewlett, et de l'Agence Américaine pour le Développement International (USAID) à travers l'Institut Américain de la Paix.

Les dons permettent à Afrobarometer de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Bruno van Dyk (bruno.v.dyk@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche No. 373 d'Afrobarometer | 16 juillet 2020